



**Bundesamt für Aussenwirtschaft**  
**Office fédéral des affaires économiques extérieures**  
**Ufficio federale dell'economia esterna**  
**Uffizi federal da l'economia esteriura**

a/a

GENERALSEKRETARIAT EVD	
10. JUNI 1993	
GS	
BAWI	
BIG4	
BLW	
BVET	
BFK	
BWL	
BWO	
EGV	
KK	
KF	
PU	
Reg. Nr. 2522.5	

3003 Bern  
 Bundeshaus Ost

le 7 juin 1993

☎ 031 / 61  
 Fax 031 / 61 2330

22 80

Ihr Zeichen  
 Votre signe  
 Vostra sigla  
 Voss segn

Unser Zeichen  
 Notre signe  
 Nostra sigla  
 Noss segn

753.4.1.2 - sti/gre

4

**Aux Ambassades de Suisse à :**

Ankara, Athènes, Bonn, Bruxelles, Canberra, Copenhague, Dublin, Helsinki, La Haye, Lisbonne, Londres, Luxembourg, Madrid, Oslo, Ottawa, Paris, Rome, Stockholm, Tokyo, Vienne, Washington, Wellington

- Délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève
- Mission suisse auprès des Communautés européennes, Bruxelles

**Copie avec annexes à :**

- Délégation suisse près l'OCDE, Paris
- Ambassade de Suisse, Mexico
- Ambassade de Suisse, Séoul
- Mission permanente d'observation de la Suisse auprès des Nations-Unies, New York
- Direction politique, DFAE
- Service économique et financier, DFAE
- Direction de la DDA, DFAE
- Coopération avec l'Europe orientale et centrale, DFAE
- Service monnaie, économie, trésorerie, Administration fédérale des finances, DFF
- Office fédéral des questions conjoncturelles, DFEP



- 2 -

- M. Jean-Luc Nordmann, Directeur  
Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, DFEP
- M. Dominique Babey,  
Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, DFEP
- M. Alexis Lautenberg, Ministre  
Chef du Service économique et financier, DFAE
- M. Urs Plavec  
Administration fédérale des finances, DFEP
- M. Gérard Stoudmann  
Secrétariat du Chef du DFEP
- M. Yves Seydoux  
Chef du Service de presse et d'information du DFEP
- M. Georges Martin  
Secrétariat du Chef du DFAE
- M. Franz Egle  
Chef du Service de presse et d'information du DFAE
- MM. blf, jek, ari, gir, bal, imb, zos, jag, spi, ram, mey, ebe;  
bro, cos, dar, dej, eib, esh, fer, fon, ger, gla, hae, heb, her, kum, lem,  
mat, maz, mjj, nag, obr, pau, ric, sca, sce, seh, std, str, vwa, was, wys,  
zub; led, sti

- 3 -

Monsieur l'Ambassadeur,

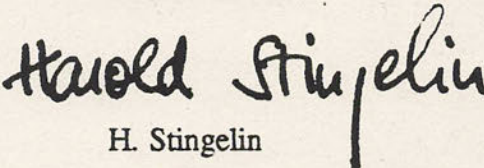
Pour faire suite à notre communication rapide du 24 mai 1993, nous avons le plaisir de vous faire parvenir en annexe, en attendant le rapport de la délégation suisse, une première appréciation sur la Conférence ministérielle de l'OCDE de la semaine dernière ainsi qu'une copie des versions française et anglaise du communiqué des ministres qui reflète le résultat de ces deux jours de négociations.

Nous reviendrons plus en détail dans notre rapport notamment sur la question de l'élargissement de l'OCDE à de nouveaux membres, plus particulièrement au Mexique.

Nous vous remercions d'avance de tout élément d'information ou d'appréciation sur la façon dont cette Conférence ministérielle aura été perçue par les autorités de votre pays de résidence.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre parfaite considération.

Service OCDE



H. Stingelin

- Annexes:
1. Première appréciation suisse
  2. Communiqué ministériel en français et en anglais (si vous souhaitez recevoir ce texte en allemand ou en italien, faites-le nous savoir)

## OCDE: Réunion du Conseil au niveau ministériel 2 et 3 juin 1993

### 1. Appréciation d'ensemble

La Conférence ministérielle annuelle de l'OCDE des 2 et 3 juin 1993 s'est déroulée d'une façon plus constructive qu'en 1992. Cela est dû au fait qu'il y a un rapprochement de vues sur les principaux sujets économiques à l'ordre du jour.

Cette réunion a été notamment marquée par le rôle actif joué par les Etats-Unis. Cet intérêt s'est traduit par une délégation importante comportant plusieurs ministres, par l'organisation d'un déjeuner spécial consacré aux échanges et par l'initiative visant la future adhésion du Mexique.

D'autre part, cette Ministérielle a constitué une étape, notamment dans le dossier des échanges, qui reflète un certain nombre de progrès aussi pour les membres de la quadrilatérale et du G7. A quelques semaines du Sommet de Tokyo, les pays de l'OCDE ont largement pu arrêter des positions concertées sur plusieurs dossiers importants.

Enfin, cette Ministérielle a permis aux ministres d'avoir à leur niveau un meilleur dialogue que par le passé et portant davantage sur la substance, grâce entre autres à l'organisation de déjeuners séparés sur l'emploi et le chômage, sur les échanges et sur la Russie et les relations extérieures de l'Organisation.

Sur le front du chômage, les Ministres ont unanimement reconnu toute l'importance qui revient à cette question préoccupante. Ils ont donné leur soutien général aux travaux de l'Organisation et ont vivement encouragé le Secrétaire général à les mener à terme.

Au titre de la politique commerciale et de l'Uruguay Round, le message de la Ministérielle est empreint d'espoir et d'attente que le Round serait terminé d'ici la fin de l'année. Il est étayé

- 2 -

par les développements enregistrés récemment, notamment les progrès dans la discussion sur l'accès au marché au sein de la quadrilatérale. Il s'agira de voir ce qui sortira encore de la quadrilatérale, ce qui sera atteint lors du prochain Sommet de Tokyo, et surtout comment le processus de multilatéralisation de la négociation se poursuivra au cours de ces prochains mois. Il y a donc encore énormément de travail à faire, d'autant plus que le volet sur l'accès au marché n'est de loin pas le seul à rester en suspens. S'il a pu être maîtrisé, notamment grâce à l'entente qui se dessine sur l'accès au marché, l'antagonisme entre le Japon et les Etats-Unis, accusés par Tokyo de recourir à des mesures unilatérales ou contraires au système du GATT, demeure.

Les critiques contre les atteintes aux principes du multilatéralisme ont pu être d'autant plus facilement acceptées par les Etats-Unis que l'on part de l'idée que ces problèmes seront réglés grâce à la finalisation de l'Uruguay Round. Sur le dossier commercial, la Suisse est donc satisfaite des résultats atteints, d'autant plus que les Ministres de l'OCDE ont reconnu avec netteté le caractère multifonctionnel de l'agriculture.

Le dossier des relations extérieures de l'OCDE a été l'objet d'une démarche américaine imprévue consistant à demander l'ouverture de discussions avec le Mexique, en vue de l'adhésion de ce pays à l'OCDE. Sur le principe même de l'élargissement de l'OCDE, il n'y avait pas d'opposition. La difficulté provient de la question de savoir quels sont les candidats réellement valables, dans quel horizon temporel leur adhésion est envisageable et aussi comment assurer un équilibre satisfaisant sur le plan géographique. Les Ministres ont finalement retenu une série de dispositions dans leur communiqué qui, optiquement et politiquement, situe le Mexique de façon privilégiée par rapport à la Corée, candidat potentiel dans la zone asiatique, et certains pays d'Europe centrale (PPT).

L'OCDE doit maintenant passer à une vitesse supérieure dans la priorité accordée à ses relations extérieures. Il en résulte un dilemme pour l'Organisation entre une forte pression pour l'ouverture et la priorité de défendre et de renforcer la nature et le rôle propres à l'OCDE tels qu'ils existent pour les membres actuels de l'OCDE. L'OCDE devra passer en revue ses modes de fonctionnement interne, y compris son appareil institutionnel, voire son mécanisme de prise de décisions. Il va de soi que la Suisse a un intérêt majeur à ce que l'OCDE s'ouvre aux économies dynamiques devenues des partenaires clés sur le plan des relations commerciales internationales et, d'une façon générale, dans l'économie mondiale. En même temps, la Suisse attache un prix fondamental à ce que l'OCDE reste une enceinte privilégiée dans laquelle aussi les principaux pays membres actuels considèrent qu'ils y trouvent un forum d'analyse, de discussion et de concertation irremplaçable.

## 2. Croissance durable et emploi

Die gegenwärtige Rezession dauert länger als ursprünglich erwartet. Es herrschte ungewohnte Einigkeit darüber, dass es primär darum geht, mit einer auf Stabilität ausgerichteten Geld - und Finanzpolitik das Vertrauen von Investoren und Konsumenten zu stärken. Die Zinsen sollen so weit wie möglich gesenkt werden, ohne dass ein neues Inflationspotential geschaffen wird. Finanzpolitisch sollen die automatischen Stabilisatoren ihre Wirkung entfalten können. Für ein dauerhaftes Wachstum ist es jedoch unabdingbar, dass die strukturellen Defizite abgebaut werden. Zu grosse Budgetdefizite drohen die Zinsen zu erhöhen.

Die Arbeitslosigkeit wird weiter steigen und stellt gegenwärtig das Hauptproblem der OECD-Länder dar. Makroökonomische Massnahmen sollen die Rahmenbedingungen verbessern, können jedoch die gegenwärtigen Probleme nicht lösen. Zu deren Lösung bedarf es struktureller Anpassungen. Dabei sind konjunkturelle und strukturelle Politiken zu koordinieren, wobei der Handlungsspielraum für konjunkturelle Massnahmen begrenzt ist. Die Ausgaben der öffentlichen Hand sind vermehrt auf investive Zwecke auszurichten; die Effizienz der Verwaltung ist zu steigern. Die Gefahr des Protektionismus ist entschieden zu bekämpfen, ein rascher Abschluss der Uruguay-Runde ist dringend notwendig. Des weitern werden strukturelle Massnahmen zur Flexibilisierung des Arbeitsmarktes und wachstumsfördernde Änderungen des Steuersystems gefordert.

Une convergence de vues se dégage de la discussion sur le point "Croissance durable et emploi". Les Ministres, auxquels un rapport interimaire était soumis, ont souligné la nécessité de disposer aussi rapidement que possible (dès le printemps 1994) d'une analyse rigoureuse de la situation de l'emploi et du chômage, au sein des pays de l'OCDE et d'un véritable plan d'action pour y faire face. Un consensus s'est également établi au sujet de l'importance d'une stratégie commune pour appréhender cet ensemble de problèmes. Seule une réponse globale et cohérente de l'ensemble des pays membres a des chances de succès pour stopper une évolution extrêmement préoccupante. Les gouvernements peuvent agir pour créer de bonnes conditions générales mais des stratégies non concertées seraient certainement vouées à l'échec.

Les opinions émises au sujet des politiques d'ajustement structurel sont plus variées car elles répondent à des situations, des sensibilités et des moyens différents. Ces questions sont controversées dans les opinions publiques car on y évoque les notions d'ouverture, de flexibilité, de mobilité, d'incitation au travail, de coûts de la protection sociale et de son financement.

Une tâche capitale attend l'Organisation au cours des prochains mois et il est crucial pour elle qu'elle réussisse son exercice.

### 3. Le système commercial multilatéral

Le sujet central, l'Uruguay-Round, a été abordé à plusieurs niveaux par les ministres du commerce: quadrilatérale - Etats-Unis, Japon, Canada et Communautés européennes -, déjeuner séparé à l'initiative du USTR Kantor, plénière de la conférence. Dans son rapport à l'ensemble des ministres, la QUAD s'est montrée déterminée à conclure ses négociations à quatre sur l'accès aux marchés les 23 et 24 juin à Tokyo, soit quelque deux semaines avant le Sommet de Tokyo de juillet. La négociation se déplacera alors à Genève en vue d'une multilatéralisation des résultats "Accès aux marchés" et d'une conclusion du Round avant la fin de 1993.

Au cours du déjeuner Kantor, le Directeur Dunkel et le SE Blankart ont plaidé contre la politique du "fait accompli" et en faveur d'une multilatéralisation authentique: certains éléments du paquet "Accès aux marchés" de la QUAD doivent rester ouverts à la négociation à Genève. Les Ministres de l'OCDE ont souscrit à l'engagement de conclure les négociations d'Uruguay - en utilisant le projet d'Acte final de décembre 1991 comme base de l'Accord final - avant la fin de 1993. Les Ministres sont convenus de s'abstenir de recourir à des initiatives et à des arrangements contraires aux principes du libre-échange et aux instruments et mécanismes du GATT. L'OCDE se concentrera pleinement sur les problèmes des échanges de l'après-Uruguay Round (interactions échanges-environnement/ concurrence/ investissements).



#### 4. Elargissement de l'OCDE

Les Etats-Unis ont déclenché, de manière inattendue, un vague qui a dominé tout le débat sur les relations avec les pays non membres. Soutenus notamment par le Canada, ils ont proposé que le Mexique soit invité à entamer des pourparlers avec l'OCDE en vue d'une adhésion à l'Organisation à une date rapprochée, en invoquant notamment le fait que ce pays était signataire du "North American Free-Trade Agreement". Le Japon appuyait cette initiative à condition que la Corée soit invitée simultanément. L'Allemagne, et d'autres pays européens, pouvaient se rallier à condition que les partenaires pour la transition (PPT) d'Europe de l'Est soient pareillement invités. Cela allait à l'encontre de la position d'une large fraction des membres qui préféraient procéder très prudemment en ce qui concerne l'élargissement de l'Organisation et qui voudraient voir préalablement ses activités recentrées. C'est ainsi que l'Autriche, la Suisse, la Finlande et la France ont proposé de renoncer à désigner nommément des pays à inviter et de convenir d'examiner en temps opportun les candidatures des pays capables d'assumer les obligations découlant d'une adhésion.

Finalement, un consensus non optimal a été atteint, consistant à retenir, dans ce qui apparaît comme un ordre de priorité, d'abord le Mexique, ensuite la Corée puis les PPT.